



Syndicat CGT du Conseil départemental 44

3 Quai Ceineray – CS 94109 - 44041 Nantes Cedex 1

Bureaux : Immeuble Germaine TILLION

26 Bd Victor Hugo – 44200 Nantes

Tel : 02 51 17 23 96 – Mail : syndicat.cgt@loire-atlantique.fr

Site Internet : <https://cd44.syndicatcgt.fr>



Compte rendu CGT réunion GT solidarité, Réunion du 8 juin 2026

Ordre du Jour :

1. Point accidentologie et suivi social du personnel
2. Point expérimentation accord CAF-Département
3. UDIE :
 - o Présentation référentiel accompagnement allocataires
 - o Mobilité - formation
4. Point d'information : informations préoccupantes / action éducative en milieu ouvert intensive avec possibilité d'hébergement / placement auprès d'un tiers digne de confiance et accueil durable et bénévole
5. Point d'information : saisie des projets pour l'enfant et démarche départementale

Représentants CGT : Jean-Nicolas.U, Fabien D

1. Point accidentologie et suivi social du personnel

Les chiffres notés sont ceux avec une déclaration et un arrêt noté. Ils concernent beaucoup de femmes en A.

Essentiellement accidents de trajets et chutes puis Risques Psycho Sociaux.

Il manque pas mal de détails sur les accidents. Sur santé et vie professionnelle.

Réponse augmentation des déclarations de 18 à 29 : L'année dernière elles n'avaient pas toutes été récupérées et donc report sur cette année. Cela devrait être mieux cette année avec les chargées de prévention. Concernant la nouvelle fiche incident, ils se sont aperçus que les anciennes étaient toujours en vigueur à Nantes et à St Nazaire. Donc harmonisation sur les délégations. **Déclaration d'accident est différente car nécessite un certificat médical et est de la déclaration d'accident de service.**

Retour en F3SCT sur toutes les déclarations en fin d'année. **Pour 2026 : 32 à priori.**

La fiche incident, permet un échange avec le responsable, et permet d'orienter vers déclaration d'accident si nécessaire...permet plutôt l'inverse selon nous. Interpellation là-dessus et notamment sur la sensibilisation des responsables d'équipe.

Sécurisation physique des sites : pour certains EDS sur réagir face à l'agressivité, budget prévu. formation « réagir face à l'agressivité » possible individuellement

Chargé de prévention vont réinsister en GPM sur ce sujet.

Question sur la paupérisation des agent.es, notamment sur les aides financières apportées par le service social du personnel.

Chantier sur la prévention auprès des cadres en souffrance (burn out et droit à la déconnexion ?) : médecins alertes sur les sites et symptômes + cellule 1344... + PMSS (plusieurs groupes formés).

Question CFDT : analyse de la pratique en EDS que l'on voit de moins en moins pour des questions budgétaires et qui est nécessaire pour l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle. Réponse : retour vers le service formation.

Question sur retraites progressives, et retraite : ils vont faire le lien.

Ils n'ont pas d'éléments sur l'augmentation de suivi social de cat A et les raisons de cela. Expérimentation plateforme, mon suivi social. Ont réduits les chiffres car passage entre 2 outils et ont perdu une partie...

Sur les aides-financières accordées par le service social du personnel : beaucoup de familles monoparentales.

2. Point expérimentation accord CAF-Département

Ils veulent poursuivre « l'expérimentation » car revenir en arrière serait contre-productif...(Nous n'avons toujours pas compris pourquoi...Cela n'avait pas été présenté comme une expérimentation donc cela devrait pouvoir être annulé si cela ne fonctionne pas.)

Ils ont notion de l'inégalité de traitement et sont conscient des enjeux sur les besoins entre AEF, CAF et FSL.

Réponse : fruit travail ancien et démarche ancienne, commencé par le FSL sur les organisations et notamment sur les aides logement. La CAF finance maintenant le FSL. 2eme sujet, sur l'aide à l'insertion qui n'avaient pas été traités. Insatisfaction des travailleurs sociaux CAF, des travailleurs sociaux EDS et des usagers. Malgré cela ils veulent juste ajuster avec le bilan...

Sur déport induit pour les EDS : sont dépendants des offres de service des autres institutions, essaient de le travailler de façon plus précise avec les journées ASP par exemple : travail sur référentiel correspond à cela.

Ce matin, comité de pilotage à la pref, liens avec France service.

Accueil des publics allophones, sont très mobilisés selon eux : financement de la traduction : augmentation 218 000€ budget alors que 80 000€ il y a 3 ans. Oriente vers les outils de traductions numériques.

Question CFDT : est ce que outil des fiches navettes va être simplifiée ? Réponse : reconnaît que très lourde. Enjeu de cohérence pour la CAF et le CD et veulent maintenir expérimentation. (mais pourquoi ???)

Question CFDT : sur priorisation des aides sur loyer, priorité FSL aux aides CAF. Car travail sur prévention des expulsions. Réponse : va revoir ce point.

3. Mise en place des UDIE :

- o Présentation référentiel accompagnement allocataires
- o Mobilité – formation

Au 1er juillet : démarrage UDIE. Travail sur le référentiel fait. Les UDIE vont assurer la référence de parcours pour tous les nouveaux arrivants dans le dispositif. Objectif de se centrer sur les nouveaux entrants avec objectif d'être plus intensifs. Plus on intervient tôt et plus tôt ils sortent du dispositif.

Objectif de formuler des propositions et pas des contraintes.

CFDT : portefeuille de 90 allocataires par CAE ? Si plus ce sont les TS des EDS qui prennent ? Dossiers des prestataires rebasculent sur qui ?

CGT : + **quelles missions TS UDIE ?**

Réponse : impact sur EDS. Sont en train de conventionner avec des assos qui faisaient actuellement l'accompagnement des personnes isolées. Accompagnements complémentaires orientés par UDIE / EPL. **Pré évalué par l'administration mais sur quel volume ? ils ne savent pas nous répondre**

TS UDIE : fera travail généraliste. Mais ciblé sur levée des freins et avec une durée limitée **nous traduisons donc qu'il y aura nécessairement du report sur les EDS.**

Réflexion CGT : donc peu d'intérêt au travail en UDIE...pas de pluridisciplinarité organisée au sien des équipes ce qui était pourtant un des arguments initiales pour cette réorganisation.

Vont adosser des dispositifs à différentes étapes de parcours. Donc vision en mille-feuille.

UNSA : question : File active de 90 en point de repère, qu'est ce que ça veut dire ?

Question contrats PEC ? sur accompagnement, est ce qu'ils seront comptabilisés dans la file active ?

Question de la durée sur 12 mois pas adaptée

Avec fermeture URSAN, que va il se passer cet été avec services pas prêts sur les relais ?

Réponse : référentiel donne une idée. Donne une idée mais pas de limite claire...

Sur contrats PEC : sont en situation d'emploi donc plus de besoins intensifs. Suivi du contrat n'est pas dans l'intensif. UNSA insiste : comment on le comptabilise dans la charge de travail ?

Réponse pour cet été : postes totalement pourvus en septembre / octobre. **(donc pas de réponse...)**

Sur la mobilité : se félicite, ont répondu à 90% des demandes... Entretiens en cours.

CGT : nous faisons remonté le mécontentement des agent.es avec des changements de règle en cours de campagne de mobilité, notamment pour les collègues qui voulaient faire une mobilité externe aux UDIE. N'est pas du tout pris en compte par l'administration. Ont la sensation d'avoir été le plus à l'écoute possible. Sont restés sur critères n° 1

Questions CGT : sur la formation ? réponse sur diapositive : de juin à décembre : **nous n'en saurons pas plus sur le contenu...**

Question CGT : mise en place nouveau référentiel à quelle échéance ? Réponse : nouveau référentiel doit être validé en GAT insertion demain.

UNSA : sur certaines UDIE : sont bloqués sur 12 mois de suivi et ça n'ira pas au-delà. Perçu comme un bras de fer et perte de sens sur l'accompagnement.

Réponse : n'ont pas connaissance de cela... volonté d'amélioration de l'accompagnement (intensif). Au sein des partenaires locaux, revu son programme national, ont maintenant accompagnement relai intensif France Travail... (**lequel ??? sur quel dispositif ?**) L'administration serait bloquée par le cadre légal...

Réponse sur CER : pas modifié actuellement car dépendra du système d'information utilisé. étude sur les outils existants (avec d'autres départements) + groupes de travail avec représentants métiers sur systèmes d'informations. **Pas de changement à court terme**. Objectif de mieux rendre lisible les parcours. Ne marche pas avec SOLIS.

FO : 2 contacts + nombre file active : quels outils de régulation concrets ?

4. Point d'information : informations préoccupantes / action éducative en milieu ouvert intensive

avec possibilité d'hébergement / placement auprès d'un tiers digne de confiance et accueil durable et bénévole

Démarche en cours (données du 30/03). IP toujours à la hausse. **+ de 7000 IP et 4 000 compléments +500 évaluations en 2025. A augmenté encore en 2026. CRIP : 1040 IP en cours (377 non lues), 177 en 1ere lecture et le reste en cours de travail (477 environ). Délai de traitement de 30 jours ne moyenne.**

Sur territoire : 1143 IP en attente d'évaluation ... et arrivée en juin où il y a structurellement des augmentations.

3 chantiers structurels : **équipe IP renfort territoire, dématérialisation et référentiel métier.**

Déploiement 2eme trimestre. Objectif réduction délai. Travail sur les outils basés sur le référentiel HAS et harmoniser les pratiques. Travail une grille pour la priorisation des situations.

Veulent mise en œuvre pour septembre / octobre avec dialogue des équipes... **Il manquera toujours des postes pour traiter et là-dessus ne peuvent rien faire selon eux...**

Questions CFDT : sur moyens humains supplémentaires.

Réponses : n'iront pas plus loin sur création de poste que sur task force.

Dématérialisation : GED, armoire IP...

Question CGT : sur demande des évaluations auprès des EDS. Quel nombre ? quelles modalités ? quels critères ?

Réponse : travail en cours avec GPM REDS et nous ferons un retour.

Normalement avec équipe IP, ont rattrapés jusqu'à 2 ans de retard.

AEMO IH :

- ex placement à domicile. 50 au CDEF (cours de cassation dénie et renvoi vers milieu ouvert). 108 mesures créées. Durée de 5 à 6 mois et travaille avec les juges. **Pas d'AEMO IH sur petit en première intention, préfère mesure d'observation avant et AEMO IH en retour à domicile.** Offre enfants de 0 à 18 ans avec priorité sur les 0-3 ans. Linkiaa et l'étape ont commencé, manque territoire Chateau / Ancenis. Linkiaa a des difficultés de recrutement.

Expérimentation sur 2 ans et élargie sur 2027.

Mesure coûte + cher que mesure de milieu ouvert classique car compte répit et replis (dans le dispositif). Entre la mesure de placement et le retour à domicile. Peut-être sur mesure administrative comme judiciaire.

Tiers Digne de Confiance et Accueil Durable et Bénévole :

Département faisait avec MNA mais pas étendu mais objectif d'indemniser les TDC et l'ADB (lié à la croix rouge). Ouvert en janvier 2026.

Avant Coordos PPE ne faisaient pas suivis chez TDC, **maintenant sera fait par croix rouge.** Toujours des accueils provisoires chez des assistantes familiales. Distinction se fera sur le profil des enfants, ne seront pas les mêmes besoins; recherchent durabilité. Seront très contrôlés aussi : critères d'évaluation travaillés. Se rapproche de ce qui était fait sur les MNA. Même contrôle qu'honorabilité. N'est pas obligé légalement mais mis en place en CD qui paraît essentiel. Se rapproche des pays anglo-saxons.

Les ADB pour les MNA ne bougent pas, restent aux territoires. Croix rouge fait éval des candidatures avant de renvoyer au territoire.

Visent à avoir 200 TDC / ADB. Si déjà 60 ADB déjà bien car il y a déjà 150 (TDC).

19 candidatures présentes actuellement : vont être évaluées et voir si sont gardées.

5. Point d'information : saisie des projets pour l'enfant et démarche départementale

Contrôle de la chambre des comptes cette année qui nous demande de savoir combien de PPE (qu'on avait pas car pas saisi dans Solis). Demande à tous les territoires de saisir les PPE sur solis d'ici fin juin. Formations en juin pour la saisie des PPE auprès des coordos.

Divers :

CGT : Demande de bilan // service adapté : attente 2ème semestre

Situation EDS HP évoquée